

## Agriculture bas carbone : entre espoirs et réalités

### Regards croisés France / Etats-Unis

1<sup>er</sup> septembre 2023

### Les points-clés

#### Intervenants :

- **Anaël BIBARD**, Président, FarmLeap et Climate Agriculture Alliance
- **Garth BOYD**, Associé, The Context Network
- **François GUERIN**, Directeur des affaires gouvernementales, Europe, Moyen-Orient et Afrique, ADM international
- **Edouard LANCKRIET**, Directeur du développement, Agrosolutions
- **Carole LEVERRIER**, Directrice, Terrasolis

#### Animatrices :

**Marie-Cécile DAMAVE**, Responsable innovations et affaires internationales, Agridées  
**Martha KING**, Vice-Présidente, Programmes et projets, Farm Foundation

#### TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	1
DE FORTES INCITATIONS PUBLIQUES A LA TRANSITION VERS UNE AGRICULTURE BAS-CARBONE .....	2
DE NOMBREUX ACTEURS PRIVES ACCOMPAGNENT LES AGRICULTEURS DANS LA TRANSITION BAS CARBONE .....	2
DES INDUSTRIELS SE DETOURNENT DU MARCHÉ DE LA FINANCE CARBONE (OFFSETTING) ET PREFERENT DECARBONER LEURS PROPRES CHAINES DE VALEUR (INSETTING).....	3
DES AGRICULTEURS EN QUETE DE VALEUR : « SHOW ME THE MONEY » .....	4
CONCLUSION .....	5

Le 1<sup>er</sup> septembre 2023, [Agridées](#) et le think tank américain [Farm Foundation](#) ont réuni leurs réseaux à l'invitation du bureau de l'United States Department of Agriculture (USDA) à l'ambassade des Etats-Unis à Paris pour faire le point sur les espoirs et les réalités de l'agriculture bas carbone. Cet événement a réuni plusieurs acteurs qui accompagnent les agriculteurs dans la transition bas carbone pour partager leurs expériences.

## DE FORTES INCITATIONS PUBLIQUES A LA TRANSITION VERS UNE AGRICULTURE BAS-CARBONE

Signataires de l'Accord de Paris sur le Climat, nos deux pays visent la neutralité climatique en 2050. Différents leviers de politiques incitatives à la décarbonation de l'économie avec un focus spécifique sur l'agriculture ont été mis en place. En France, la stratégie nationale bas-carbone (SNBC) impose des trajectoires de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050. Le ministère de la Transition écologique a pour sa part créé un cadre de certification carbone (le Label bas-carbone) afin de récompenser les efforts des acteurs économiques pour réduire leurs émissions et stocker du carbone. Les Etats-Unis se sont dotés d'une stratégie à long terme pour atteindre la neutralité carbone en 2050<sup>1</sup>, le gouvernement encourage les solutions fondées sur la nature<sup>2</sup> (nature-based solutions) et plus particulièrement l'agriculture et la foresterie climato-intelligentes<sup>3</sup> (climate smart agriculture and forestry) avec ses pratiques de l'agriculture de conservation pour augmenter le stockage de carbone dans les sols, a indiqué Garth Boyd, associé dans la société de conseil [The Context Network](#).

## DE NOMBREUX ACTEURS PRIVES ACCOMPAGNENT LES AGRICULTEURS DANS LA TRANSITION BAS CARBONE

Changer de pratiques pour réduire ses émissions de GES et stocker davantage de carbone est une opération complexe, technique et coûteuse pour les agriculteurs. De nombreux acteurs privés les accompagnent donc dans ces transitions.

En France, c'est par exemple le cas de [Terrasolis](#), pôle d'innovation pour l'agriculture bas carbone qui a piloté le projet CarbonThink, a souligné Carole Leverrier, Directrice de ce Pôle. Pour sa part, Edouard Lanckriet, Directeur du développement chez [Agrosolutions](#), a présenté les actions de ce cabinet d'expertise-conseil du Groupe InVivo qui a participé à la rédaction de la méthodologie Grandes Cultures du Label Bas Carbone et a mis au point [Carbon Extract](#), un outil d'accompagnement des techniciens de coopératives et des agriculteurs. De même, Anaël Bibard, Président de [FarmLeap](#) (plateforme qui valorise les données des agriculteurs pour améliorer leurs performances), et également Président de la [Climate Agriculture Alliance](#) (qui rassemble de

<sup>1</sup> United States Department of State and the United States Executive Office of the President (November 2021) [The long term strategy of the United States - Pathways to Net-zero greenhouse gas emissions by 2050](#)

<sup>2</sup> [White House \(November 2022\) Opportunities to accelerate nature-based solutions: a roadmap for climate progress, thriving nature, equity, & prosperity](#)

<sup>3</sup> Voir la page de l'USDA dédiée : <https://www.usda.gov/climate-solutions>

nombreuses entreprises européennes spécialistes de l'agriculture bas carbone) a insisté sur la nécessaire collaboration entre ces acteurs pour que leurs actions soient à la fois cohérentes et impactantes.

Côté américain, François Guérin, Directeur des affaires gouvernementales pour la partie Europe, Moyen-Orient et Afrique chez [ADM international](#) a élargi le sujet de l'agriculture bas carbone à l'agriculture régénératrice. Il a présenté l'engagement de sa société dans ce type d'agriculture afin de réduire les émissions de GES, améliorer la santé des sols, protéger la qualité de l'eau et la biodiversité, séquestrer le carbone et améliorer la résilience des exploitations<sup>4</sup>. ADM travaille à mettre en place des indices de durabilité en collaborant avec des sociétés telles que Farmers Business Network, spécialiste des données agricoles<sup>5</sup>.

## DES INDUSTRIELS SE DETOURNENT DU MARCHÉ DE LA FINANCE CARBONE (OFFSETTING) ET PREFERENT DECARBONER LEURS PROPRES CHAINES DE VALEUR (INSETTING)

Pour Edouard Lanckriet, la **finance carbone volontaire n'est pas adaptée à l'agriculture**. Elle a été créée pour d'autres secteurs où la permanence du stockage de carbone n'est pas une question. Ce n'est pas le cas du stockage du carbone par l'agriculture. Des règles spécifiques doivent donc être imaginées pour la finance carbone volontaire agricole.

Le problème du **double comptage** des efforts de décarbonation par les agriculteurs a été souligné par Anaël Bibard. Il a insisté sur la nécessaire collaboration entre acteurs pour éviter ce problème : en effet, les efforts fournis par les mêmes agriculteurs mais dans des programmes différents peuvent être comptés plusieurs fois (par exemple, l'un portant sur une filière et l'autre sur la totalité de l'exploitation agricole), faute de cohérence entre les systèmes de comptabilité.

La **transparence** des méthodes de mesures, reporting et vérification (dites MRV) à partir des données collectées est une des clés de la robustesse, et donc de la confiance dans les crédits carbone générés. Chaque méthode fait des choix différents entre modélisation (sur la base d'imagerie drone ou satellite) et analyse de sol, et doit trouver un équilibre entre un prix compétitif (ce qui restreint le nombre d'analyses de sol), une durée de collecte des données agricoles compatible avec l'emploi du temps de l'agriculteur et de son conseiller, la quantité et la qualité des données brutes nécessaires pour nourrir les modèles mathématiques, et enfin la fiabilité de ces derniers. Anaël Bibard et Edouard Lanckriet se sont rejoints sur ce point, insistant sur le rôle des outils numériques de gestion d'exploitation (Farm management systems) pour collecter, stocker et gérer quelques centaines à quelques milliers de données pour chaque ferme. Le tout est de **construire des programmes crédibles**, a résumé Garth Boyd.

<sup>4</sup> Voir sur le site web d'ADM : [Second Year of ADM re:generations™ Brings additional incentives and choices - USDA grant helps ADM expand state programs](#) (June 30, 2023)

<sup>5</sup> Voir l'annonce du 21 juillet 2022 : [ADM, Farmers Business Network to expand sustainable AgTech platform](#)

Ce dernier a témoigné de quelques échecs passés qui mettent à mal la confiance des producteurs et des acheteurs de crédits carbone agricoles. Si des cadres de certification de compensation carbone tels que VCS ou Gold Standard sont reconnus au niveau international, certains programmes les utilisant ont révélé des failles sur la mise en œuvre des pratiques. De même, une bourse du carbone s'était ouverte à Chicago (le **Chicago Climate Exchange**) mais elle a subi un échec en 2010 après une expérimentation d'une dizaine d'années. Les cours du carbone se sont effondrés faute de vérification et de robustesse de la qualité des crédits carbone. Il y a de quoi refroidir les agriculteurs et les acheteurs qui souhaitaient se lancer...

Au final, si la finance carbone volontaire agricole ne se développe pas davantage aujourd'hui dans des schémas de compensation des émissions par des entreprises émettrices (**offsetting**), c'est par manque de **confiance** dans la qualité des crédits carbone générés par les agriculteurs : sont-ils bien permanents ? Sont-ils calculés correctement ? La transition vers l'agriculture bas carbone, et plus largement, régénératrice est aujourd'hui davantage financée par des primes filières (**insetting**) correspondant aux émissions de scope 3, plus simples à mettre en place et répondant à des cahiers des charges fixées par les industriels de l'agroalimentaire eux-mêmes, sans passer par la finance carbone, constate Garth Boyd.

Ce dernier a indiqué que diverses entreprises utilisent le [Greenhouse Gas Protocol](#) pour mesurer, comptabiliser et gérer leurs émissions. C'est le cas de McDonald's, Corteva, BASF ou Unilever par exemple. C'est ce référentiel qui distingue trois différents périmètres d'émissions : les émissions directes dans le scope 1, les émissions indirectes liées aux consommations d'énergie dans le scope 2, et les autres émissions indirectes (amont et aval) dans le scope 3.

Pour sa part, Edouard Lanckriet a indiqué que le cadre méthodologique international Science-Based Targets (SBTi) a été choisi par de nombreuses entreprises pour décarboner leur scope 3. Comment articuler les cadres de décarbonation portant sur la production agricole, tels que le Label bas-carbone français, et ceux portant sur la transformation industrielle tels que le SBTi ? La question n'est malheureusement pas encore résolue<sup>6</sup>.

## DES AGRICULTEURS EN QUETE DE VALEUR : « SHOW ME THE MONEY »

« Show me the money » : c'est ainsi que Garth Boyd résume la posture des agriculteurs américains, qui ne prennent le risque de s'engager dans ces transitions qu'en cas de **retour sur investissement** (nouveau matériel agricole, nouvelles semences et implantation de couverts végétaux notamment). Ils sont en demande de retour de valeur après avoir **partagé leurs données** technico-économiques avec les fournisseurs d'outils MRV bien évidemment, ce qui requiert des garanties en matière de confidentialité des données.

<sup>6</sup> Sur ce point voir l'article publié sur le site de Terrasolis le 10 mars 2022 : [Label Bas Carbone et SBTi, quelles synergies et quels enjeux ?](#)

Pour Anaël Bibard, seulement 3 % des agriculteurs français sont engagés dans ces transitions avec l'agriculture de précision. Pour massifier son adoption, il ne suffit pas de mieux **accompagner l'usage des données**, il faut également **acculturer les agriculteurs** à ces pratiques et **maximiser leur efficacité**.

Les résultats du projet [CarbonThink](#) porté par Terrasolis ont montré que **le potentiel de réduction d'empreinte carbone en grandes cultures n'était que de 20 %** en utilisant la méthodologie Grandes Cultures du Label bas-carbone, ce qui est peu mais constitue déjà un bon levier pour enclencher la démarche. Pour Carole Leverrier, il est nécessaire de compléter l'approche bas carbone aux co-bénéfices pour attirer davantage d'agriculteurs dans cette transition, se rapprochant ainsi de l'approche agriculture régénératrice.

## CONCLUSION

Pour l'instant, la valeur n'est-elle pas concentrée d'une part au niveau des cabinets de conseil et sociétés fournissant des outils de MRV coûteux, et d'autre part chez les industriels de l'agroalimentaire qui portent l'agriculture bas carbone ou régénératrice tel un outil marketing ? Deux questions en découlent. Quel(s) maillon(s) de la chaîne de valeur, est (sont) légitime(s) pour porter les allégations ? Nous sommes convaincus que les agriculteurs le sont et que leurs efforts doivent être mieux récompensés, pour qu'ils soient plus nombreux à s'engager et massifier ces pratiques, afin d'avoir un réel impact d'atténuation du changement climatique et d'amélioration de la santé environnementale.

### Pour aller plus loin :

- Farm Foundation, issue report by Alejandro Plastina (May 2022) [The U.S. voluntary agricultural carbon markets: where to from here?](#)
- Agridées, Note de think tank, Marie-Cécile Damave (Mai 2022) [Agriculture : concilier rentabilité économique et action climatique](#)
- Farm Foundation, vidéo du forum [Solving the barriers to agricultural carbon markets](#) (April 2022)
- Agridées, vidéo de la conférence [Agriculture régénératrice : concept marketing ou changement de paradigme ?](#) (Juin 2022)

**Marie-Cécile DAMAVE**

Responsable innovations et affaires internationales, Agridées

**Martha KING**

Farm Foundation